



Ministère
de l'Équipement,
des Transports
et du Logement

SES

CONSTRUCTION



INFOS RAPIDES

DAEI - Service Economique et Statistique

N° 47 - MAI 1998

LE PARC LOCATIF SOCIAL AU 1^{er} JANVIER 1997

Au 1^{er} janvier 1997, le patrimoine locatif social s'élève à 3 851 880 logements en France métropolitaine, en accroissement, sur un an, de 68 763 logements (1,8 %). 55 365 logements neufs ont été mis en première location en 1996, soit 4,7 % de moins qu'en 1995, contre une augmentation de 1,7 % en 1995 par rapport à 1994. Le taux de vacance et la mobilité des occupants sont en hausse par rapport à l'année précédente (respectivement +0,5 et 0,3 point).

DONNÉES STRUCTURELLES

SES INFOS RAPIDES

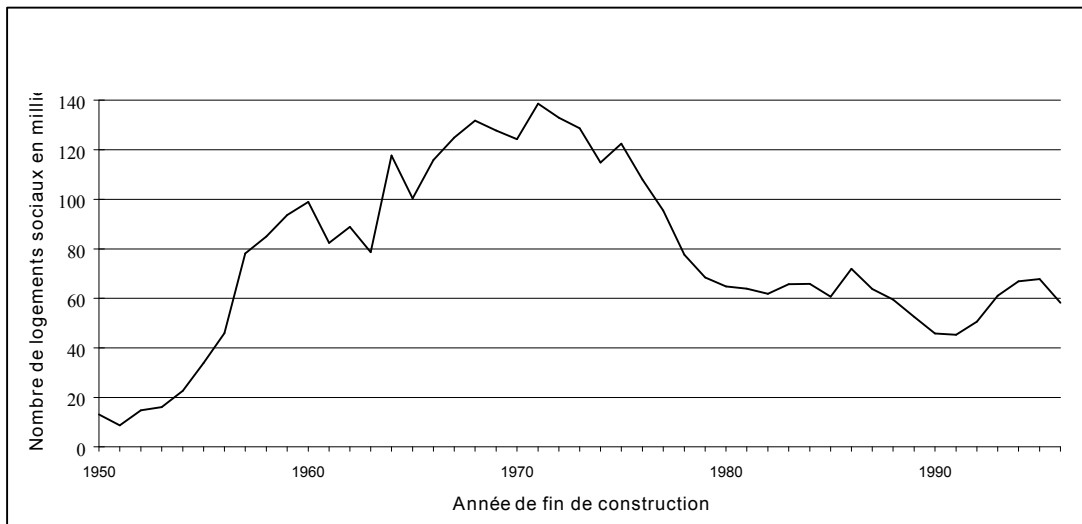
La densité du parc locatif social varie d'une région à l'autre

C'est au cours de la période 1965-1975 que l'effort de construction de logements locatifs sociaux a été le plus important. L'implantation de ce parc n'est pas uniforme sur le territoire national. En effet, plus de la moitié est concentrée sur quatre régions : Île-de-France (28,3 %), Rhône-Alpes (9,6 %),

Nord - Pas-de-Calais (7,7 %) et Provence - Alpes - Côte d'Azur (6,2). Les différences entre les départements sont encore plus marquées. Avec respectivement 99, 98 et 88 logements pour 1 000 habitants, ce sont les régions Île-de-France, Champagne-Ardenne et Haute-Normandie qui ont la plus forte pro-

portion de logements locatifs sociaux. Les plus faibles densités se rencontrent dans des régions de tradition agricole, telles que Midi-Pyrénées et Aquitaine, mais aussi en Languedoc-Roussillon où, pourtant, un effort de construction soutenu a été accompli au cours de ces dernières années.

NOMBRE DE LOGEMENTS SOCIAUX CONSTRUITS PAR ANNÉE DE FIN DE CONSTRUCTION



1 - LE PARC LOCATIF-SOCIAL : ÉVOLUTION ET LOCALISATION RÉGIONALES

Région	Parc HLM au 1/1/97	Répartition du parc (%)	Parc HLM au 1/1/96	Évolution 1997/1996 (%)	Population au 1/1/96	Parc HLM pour 1 000 habitants
Ile-de-France	1 089 682	28,3	1 067 095	2,1	11 027 171	98,8
Champagne-Ardenne	132 313	3,4	131 022	1,0	1 351 780	97,9
Picardie	124 054	3,2	122 321	1,4	1 863 272	66,6
Haute-Normandie	157 161	4,1	154 881	1,5	1 781 512	88,2
Centre	175 155	4,5	171 739	2,0	2 442 674	71,7
Basse-Normandie	103 762	2,7	103 606	0,2	1 415 906	73,3
Bourgogne	99 462	2,6	98 029	1,5	1 624 152	61,2
Nord - Pas-de-Calais	297 229	7,7	293 105	1,4	4 001 665	74,3
Lorraine	140 783	3,7	140 292	0,3	2 311 666	60,9
Alsace	86 514	2,2	85 240	1,5	1 702 168	50,8
Franche-Comté	71 817	1,9	70 877	1,3	1 115 814	64,4
Pays de la Loire	178 147	4,6	174 322	2,2	3 155 815	56,5
Bretagne	119 517	3,1	117 259	1,9	2 860 870	41,8
Poitou-Charentes	68 534	1,8	67 128	2,1	1 622 840	42,2
Aquitaine	113 360	2,9	111 191	2,0	2 877 244	39,4
Midi-Pyrénées	91 735	2,4	91 306	0,5	2 505 923	36,6
Limousin	34 963	0,9	34 645	0,9	717 604	48,7
Rhône-Alpes	369 117	9,6	362 512	1,8	5 608 205	65,8
Auvergne	55 214	1,4	54 031	2,2	1 314 711	42,0
Languedoc-Roussillon	95 775	2,5	91 300	4,9	2 244 325	42,7
Provence - Alpes - Côte d'Azur	237 053	6,2	230 824	2,7	4 452 052	53,2
Corse	10 533	0,3	10 392	1,4	260 701	40,4
France métropolitaine	3 851 880	100	3 783 117	1,8	58 258 071	66,1

Source : Enquête "Parc locatif social au 1er janvier 1997" METL/DAEI/SES

Le PLA très social se développe

Le prêt locatif aidé (PLA), instauré en 1977, a permis la construction de 25 % du parc actuel, avec des disparités régionales relativement importantes (de 17,8% en Alsace à 35,3 % en Languedoc-Roussillon). Le "PLA très social" mis en place en 1993 a connu en 1996 un accroissement relatif sen-

sible dans certaines régions (Corse, Languedoc-Roussillon, Auvergne). Depuis sa mise en place, il a contribué au financement de 0,8 % du parc total - contre 0,6% l'année dernière - et 6,2 % du parc construit depuis 1993. Parmi les financements qui ont précédé le PLA, le prêt pour les loge-

ments HLM ordinaires (HLM/O) a permis la construction de 51% du parc actuel. Les prêts "Programme social de relogement (PSR)" et "Programme à loyer réduit (PLR)" ont contribué au financement de 6,3 % du parc actuel.

2 - RÉPARTITION DU PARC DE LOGEMENTS PAR TYPE DE FINANCEMENT INITIAL (%)

Région	PLR et PSR	HLM/O	PLA CDC et CFF	PLA très social	Autres financements (1)	Ensemble
Île-de-France	4,3	47,3	20,7	0,3	27,3	100,0
Champagne-Ardenne	7,6	60,4	18,5	0,8	12,7	100,0
Picardie	1,2	12,8	26,0	1,0	58,9	100,0
Haute-Normandie	8,9	55,1	21,1	0,6	14,3	100,0
Centre	7,6	55,8	24,8	1,0	10,9	100,0
Basse-Normandie	13,7	57,0	25,2	0,5	3,6	100,0
Bourgogne	8,1	57,0	20,5	1,0	13,4	100,0
Nord - Pas-de-Calais	8,0	48,3	31,1	1,8	10,8	100,0
Lorraine	8,5	58,9	19,8	1,4	11,4	100,0
Alsace	4,0	48,0	17,8	0,3	30,0	100,0
Franche-Comté	4,7	64,8	21,0	1,0	8,5	100,0
Pays de la Loire	7,3	57,9	27,4	0,8	6,7	100,0
Bretagne	10,4	51,6	32,1	1,4	4,5	100,0
Poitou-Charentes	3,4	56,6	28,0	1,0	11,0	100,0
Aquitaine	2,8	52,2	32,3	1,1	11,7	100,0
Midi-Pyrénées	8,0	54,7	27,1	2,3	7,8	100,0
Limousin	6,7	71,1	19,6	0,8	1,7	100,0
Rhône-Alpes	6,2	53,8	27,9	0,9	11,3	100,0
Auvergne	8,5	55,4	29,6	1,7	4,9	100,0
Languedoc-Roussillon	5,9	51,3	35,3	1,7	5,9	100,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	7,2	53,6	26,5	0,6	12,2	100,0
Corse	12,3	46,5	33,5	1,4	6,3	100,0
France métropolitaine	6,3	51,2	24,7	0,8	16,9	100,0

(1) Il s'agit notamment des prêts spéciaux du CFF accordés aux SEM

Source : Enquête "Parc locatif social au 1er janvier 1997" METL/DAEI/SES

DONNÉES CONJONCTURELLES

Logements conventionnés et loyers

La convention passée entre l'organisme propriétaire ou gestionnaire et l'État permet d'encadrer les loyers dans une perspective de protection des locataires et de maîtrise de l'inflation. De 1983 à 1987, un dispositif réglementaire a limité la hausse des loyers;

depuis 1988, une circulaire annuelle recommande les hausses maximales applicables. Aujourd'hui, 89% des logements sont concernés par ces conventions permettant aux locataires de bénéficier, sous certaines conditions, de l'aide personnalisée au logement

(APL). Quelle que soit la nature de la convention, les loyers les plus bas observés en 1996 concernent les logements construits dans les années cinquante et soixante et caractérisés par une qualité aujourd'hui considérée comme médiocre.

3 - LOYER ANNUEL EN FRANC PAR M² ET NOMBRE DE LOGEMENTS CONCERNÉS PAR TYPE DE CONVENTION

Année de fin de construction	Logements non conventionnés		Logements conventionnés						Ensemble des logements concernés	
			Avec travaux		Sans travaux		PLA / PC locatif			
			Loyer	Nombre	Loyer	Nombre	Loyer	Nombre		
Avant 1925	172	6 263	185	18 193	151	9 726	200	24 551	183	58 733
1926-1950	186	32 754	176	64 945	145	39 092	194	12 191	171	148 982
1951-1960	145	33 457	163	296 019	141	127 621	181	6 324	156	463 421
1961-1970	155	76 694	160	608 452	141	334 575	171	8 364	154	1 028 085
1971-1980	162	83 120	160	336 571	146	531 848	198	52 882	155	1 004 421
1981-1990	230	5 143	186	9 021	174	11 084	216	563 422	215	588 670
Après 1990	258	10 855	183	2 019	197	1 884	215	308 607	216	323 365
Ensemble	167	248 286	162	1 335 220	144	1 055 830	213	976 341	171	3 615 677

Loyer : seuls ont été retenus pour le calcul les logements pour lesquels on dispose du nouveau moyen des loyers en franc par mètre carré de surface corrigée.

Source : Enquête "Parc locatif au 1er janvier 1997" METL/DAEI/SES

Les loyers : l'effet Île-de-France

Le loyer annuel moyen pratiqué est de 171 F au m² de surface corrigée. Les disparités entre régions sont assez fortes. Dans la région aux loyers les plus élevés (Île-de-France), le loyer moyen est supérieur de plus de 25 % à celui de la région où l'on observe les loyers les moins élevés (le Limousin) et de 10,0% par rapport à

la moyenne nationale. L'écart tend néanmoins à se réduire légèrement (il était de 10,8 % l'an dernier).

La dispersion des loyers moyens pondérés est faible pour les logements dont le financement initial est le PLA, qui correspondent aux logements les plus récents. On note, en effet, que les loyers moyens se rapprochent des

loyers plafonds autorisés. Toutefois, la moyenne nationale est fortement marquée par le poids de l'Île-de-France, seule région pour laquelle les loyers en PLA sont nettement supérieurs à la moyenne nationale. Hors Île-de-France, la moyenne pour le PLA est de 208 F au mètre carré.

4 - LOYER MOYEN ANNUEL EN FRANC AU M² DE SURFACE CORRIGÉE DANS LE PARC LOCATIF SOCIAL

Région	PLR et PSR	HLM/O	PLA CDC et CFF	PLA d'insertion	Autres financements	Ensemble
Île-de-France	151	165	236	199	207	188
Champagne-Ardenne	145	146	207	164	175	161
Picardie	126	146	207	168	158	168
Haute-Normandie	139	154	210	164	172	167
Centre	132	145	207	167	167	161
Basse-Normandie	150	155	208	161	177	169
Bourgogne	134	144	203	164	162	158
Nord - Pas-de-Calais	159	162	209	169	172	178
Lorraine	148	155	209	166	173	168
Alsace	124	142	210	170	157	158
Franche-Comté	138	146	193	158	165	157
Pays de la Loire	131	151	209	165	171	166
Bretagne	134	147	205	173	179	164
Poitou-Charentes	136	140	207	162	146	158
Aquitaine	130	152	208	174	168	171
Midi-Pyrénées	145	147	208	171	181	165
Limousin	115	137	205	162	184	149
Rhône-Alpes	137	144	210	166	182	166
Auvergne	118	135	204	161	162	155
Languedoc-Roussillon	147	138	205	178	172	164
Provence - Alpes - Côte d'Azur	142	140	207	171	169	161
Corse	119	148	213	223	174	168
France métropolitaine	142	152	214	170	180	171

Source : Enquête "Parc locatif au 1er janvier 1997" METL/DAEI/SES

CONSTRUCTION



La vacance et la mobilité sont en hausse

On distingue la vacance de moins de trois mois et celle de plus de trois mois. Cette dernière, révélant des tendances plus structurelles, est analysée en "vacance pour absence de candidats" et "vacance pour d'autres causes". Le niveau pertinent d'observation de la vacance est le niveau local : la vacance est souvent concen-

trée dans certains quartiers. Néanmoins, on constate que la vacance, globalement en hausse de 0,5 point par rapport à l'année dernière, n'est en baisse qu'en région Aquitaine. Dans quatre régions, elle est supérieure ou égale à 3,5 % : Midi-Pyrénées, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Bourgogne et Languedoc-Roussillon.

Dans les trois dernières régions, la vacance de plus de trois mois domine nettement. La mobilité en 1996 est globalement en hausse par rapport à 1995, mais en baisse dans les régions Languedoc-Roussillon, Pays de la Loire et Île-de-France.

5 - TAUX DE VACANCE DANS LE PARC LOCATIF SOCIAL EN 1996

Région	Logements vacants	Vacance totale (%)	Vacance < 3 mois (%)	Vacance absence candidats (%)	Vacance autres causes (%)	Vacance 1995 (%)	Nombre de logements concernés
Île-de-France	28 595	2,8	1,4	0,5	0,9	2,2	1 027 097
Champagne-Ardenne	2 855	2,2	1,2	0,6	0,5	1,5	132 313
Picardie	2 259	1,9	0,9	0,5	0,5	1,4	124 054
Haute-Normandie	3 334	2,2	0,9	0,5	0,7	1,7	157 161
Centre	4 675	2,7	1,1	0,7	0,9	2,0	175 155
Basse-Normandie	1 130	1,1	0,6	0,2	0,3	1,1	103 762
Bourgogne	3 643	3,7	1,2	1,7	0,9	3,0	99 462
Nord - Pas-de-Calais	6 022	2,1	0,7	0,9	0,5	2,0	297 229
Lorraine	4 630	3,3	1,2	0,8	1,4	3,0	140 783
Alsace	1 610	1,9	0,9	0,4	0,7	1,6	86 514
Franche-Comté	2 131	3,0	1,1	1,1	0,9	2,7	71 817
Pays de la Loire	3 563	2,0	0,8	0,8	0,4	1,3	178 141
Bretagne	930	0,8	0,3	0,1	0,4	0,8	119 517
Poitou-Charentes	1 083	1,6	0,8	0,3	0,5	1,5	68 534
Aquitaine	1 909	1,7	0,7	0,3	0,8	1,9	113 360
Midi-Pyrénées	3 608	4,0	2,0	1,0	1,1	3,0	91 735
Limousin	1 142	3,3	1,1	0,8	1,4	3,0	34 963
Rhône-Alpes	12 293	3,4	1,3	1,4	0,7	2,9	369 117
Auvergne	1 026	1,9	0,7	0,7	0,5	1,6	55 214
Languedoc-Roussillon	3 076	3,5	1,0	1,0	1,6	3,5	89 503
Provence - Alpes - Côte d'Azur	8 885	3,8	1,2	0,9	1,7	3,6	237 053
Corse	232	2,2	1,0	0,3	0,9	1,3	10 533
France métropolitaine	98 631	2,7	1,1	0,7	0,8	2,2	3 783 017

Source : Enquête "Parc locatif au 1er janvier 1997" METL/DAEI/SES

6 - MOBILITÉ DANS LE PARC LOCATIF SOCIAL EN 1996

Région	Nombre de logements loués au 01/01/1996	Mises en location en 1996	Emménagements en 1996	Mobilité en 1996 (%)	Mobilité en 1995 (%)	Nombre de logements concernés
Île-de-France	1 012 505	14 592	83 657	8,3	8,6	1 027 097
Champagne-Ardenne	130 895	1 418	18 459	14,1	12,5	132 313
Picardie	121 833	2 221	14 037	11,5	11,4	124 054
Haute-Normandie	155 142	2 019	18 743	12,1	11,5	157 161
Centre	171 674	3 481	23 667	13,8	12,7	175 155
Basse-Normandie	102 211	1 551	13 360	13,1	11,2	103 762
Bourgogne	98 072	1 390	12 183	12,4	12,3	99 462
Nord - Pas-de-Calais	291 993	5 236	35 918	12,3	11,5	297 229
Lorraine	139 217	1 566	16 964	12,2	11,9	140 783
Alsace	85 025	1 489	7 228	8,5	7,1	86 514
Franche-Comté	70 718	1 099	9 706	13,7	12,5	71 817
Pays de la Loire	174 564	3 577	25 102	14,4	14,0	178 141
Bretagne	116 921	2 596	14 589	12,5	12,9	119 517
Poitou-Charentes	67 071	1 459	10 092	15,1	13,8	68 534
Aquitaine	110 635	2 725	13 625	12,3	11,8	113 360
Midi-Pyrénées	89 724	2 011	12 056	13,4	12,9	91 735
Limousin	34 496	467	3 986	11,6	11,6	34 963
Rhône-Alpes	361 792	7 325	45 292	12,5	12,2	369 117
Auvergne	54 091	1 123	7 313	13,5	12,5	55 214
Languedoc-Roussillon	86 813	2 690	10 292	11,9	13,0	89 503
Provence - Alpes - Côte d'Azur	232 176	4 877	24 690	10,6	10,5	237 053
Corse	10 505	28	933	8,9	7,3	10 533
France métropolitaine	3 718 073	64 940	421 892	11,4	11,1	3 783 017

Source : Enquête "Parc locatif au 1er janvier 1997" METL/DAEI/SES

Le nombre de mises en location est variable suivant les types d'organisme

Bien que disposant d'un patrimoine moins important que les offices, les sociétés anonymes ont une activité de mise en location globalement supérieure (notamment en Haute-Norman-

die, Nord - Pas-de-Calais et Midi-Pyrénées), assurant ainsi près de la moitié des nouvelles mises en location. Cette proportion est toutefois en légère régression par rapport à 1995.

Dans certaines régions (Rhône-Alpes), les SEM se montrent assez dynamiques eu égard à leur importance dans le parc.

7 - RÉPARTITION DES NOUVELLES MISES EN LOCATION PAR ORGANISME GESTIONNAIRE

Région	OPAC-OP	SA d'HLM	SEM	Autres	Total
Île-de-France	4 134	7 826	2 335	321	14 616
Champagne-Ardenne	606	812	-	-	1 418
Picardie	1 049	1 134	38	-	2 221
Haute-Normandie	457	1 374	188	-	2 019
Centre	1 467	1 901	98	15	3 481
Basse-Normandie	705	846	-	-	1 551
Bourgogne	726	510	154	-	1 390
Nord - Pas-de-Calais	1 285	3 695	190	66	5 236
Lorraine	542	976	-	48	1 566
Alsace	461	765	233	30	1 489
Franche-Comté	529	420	150	-	1 099
Pays de la Loire	1 457	1 659	347	114	3 577
Bretagne	1 735	831	-	30	2 596
Poitou-Charentes	850	445	164	-	1 459
Aquitaine	1 090	1 431	204	-	2 725
Midi-Pyrénées	605	1 328	48	30	2 011
Limousin	342	58	67	-	467
Rhône-Alpes	2 618	3 320	1 228	159	7 325
Auvergne	697	426	-	-	1 123
Languedoc-Roussillon	1 320	621	129	620	2 690
Provence - Alpes - Côte d'Azur	2 291	1 940	482	164	4 877
Corse	28	-	-	-	28
France métropolitaine	24 994	32 318	6 055	1 597	64 964
(en %)	38	50	9	2	100
Rappel : ensemble du parc (en %)	51	39	7	2	100

Source : Enquête "Parc locatif au 1er janvier 1997" METL/DAEI/SES

Les logements nouvellement mis en location sont plus petits que la moyenne du parc

Le nombre moyen de pièces des logements mis en location en 1996 est, au niveau national, sensiblement inférieur à celui que l'on observe pour le parc existant. Cette tendance prolonge celle de 1995 mais avec une

répartition un peu différente (moins de logements d'une pièce, plus de logements de deux ou trois pièces, un peu moins de logements de quatre ou cinq pièces). Au niveau régional, les situations sont extrêmement variables

d'une année à l'autre, ce qui ne permet pas toujours de discerner une tendance claire dans l'évolution de la taille des logements.

8 - RÉPARTITION DES NOUVELLES MISES EN LOCATION SELON LE NOMBRE DE PIÈCES (%)

Région	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces et +	Nombre moyen de pièces par logement
Île-de-France	14,5	27,7	30,4	21,8	5,6	2,8
Champagne-Ardenne	3,2	14,1	26,4	31,2	25,0	3,6
Picardie	4,4	20,4	38,4	25,7	11,1	3,2
Haute-Normandie	6,1	14,2	38,4	31,6	9,8	3,2
Centre	8,0	19,2	36,5	28,0	8,3	3,1
Basse-Normandie	1,2	13,1	34,6	43,8	7,4	3,4
Bourgogne	4,3	22,4	35,3	26,6	11,4	3,2
Nord - Pas-de-Calais	6,1	19,1	34,5	26,4	13,8	3,2
Lorraine	5,4	18,5	33,3	26,8	16,0	3,3
Alsace	5,2	26,3	35,3	25,5	7,8	3,0
Franche-Comté	15,7	13,0	26,7	36,2	8,4	3,1
Pays de la Loire	4,7	19,6	39,4	28,8	7,5	3,1
Bretagne	3,7	26,0	42,3	22,7	5,4	3,0
Poitou-Charentes	3,1	17,9	47,4	26,5	5,1	3,1
Aquitaine	4,9	21,2	36,0	32,4	5,4	3,1
Midi-Pyrénées	10,0	15,2	34,8	32,5	7,4	3,1
Limousin	6,0	14,3	33,2	37,0	9,4	3,3
Rhône-Alpes	5,9	21,1	37,7	29,1	6,3	3,1
Auvergne	10,2	19,6	33,7	26,8	9,8	3,1
Languedoc-Roussillon	19,4	14,3	32,3	28,3	5,7	2,9
Provence - Alpes - Côte d'Azur	7,3	21,7	38,2	29,2	3,6	3,0
Corse	3,6	17,9	39,3	28,6	10,7	3,3
France métropolitaine	8,5	21,2	35,1	27,4	7,8	3,0
Rappel : ensemble du parc	5,8	18,1	36,4	30,2	9,5	3,2

Source : Enquête "Parc locatif au 1er janvier 1997" METL/DAEI/SES



L'habitat individuel ralentit sa progression

Depuis près de deux décennies, plus d'un logement sur quatre mis nouvellement en location est un logement individuel alors que, sur l'ensemble du parc, 88 % des logements sont des logements collectifs. Cette évolution est surtout sensible en province, où 31 % des logements construits sont

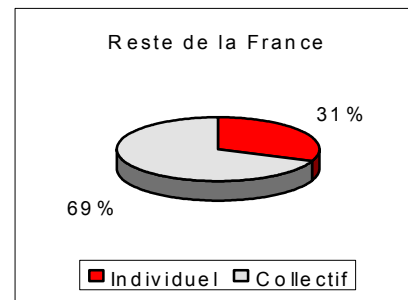
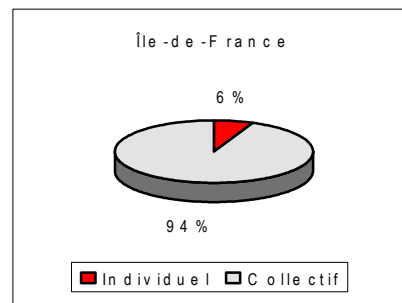
des logements individuels, ce qui accentue l'écart avec l'Île-de-France où cette proportion n'est que de 6 %. Les régions Alsace, Provence - Alpes - Côte d'Azur et, à un moindre degré, Rhône-Alpes ont néanmoins un profil atypique, continuant à mettre sur le marché locatif social une très faible

proportion de logements individuels. Sans que la tendance générale soit remise en cause, on peut constater que la proportion de logements individuels dans les nouveaux logements est en légère régression par rapport à 1995, passant de 27,0 % à 25,4 %.

9 - NOUVELLES MISES EN LOCATION PAR TYPE DE LOGEMENT (%)

Région	Individuel	Collectif	Mises en location
Île-de-France	6,4	93,6	14 616
Champagne-Ardenne	33,8	66,2	1 418
Picardie	30,0	70,0	2 221
Haute-Normandie	38,6	61,4	2 019
Centre	35,2	64,8	3 481
Basse-Normandie	58,6	41,4	1 551
Bourgogne	25,0	75,0	1 390
Nord - Pas-de-Calais	53,6	46,4	5 236
Lorraine	28,4	71,6	1 566
Alsace	3,8	96,2	1 489
Franche-Comté	37,0	63,0	1 099
Pays de la Loire	45,2	54,8	3 577
Bretagne	39,2	60,8	2 596
Poitou-Charentes	51,8	48,2	1 459
Aquitaine	39,4	60,6	2 725
Midi-Pyrénées	31,6	68,4	2 011
Limousin	34,4	65,6	467
Rhône-Alpes	12,2	87,8	7 325
Auvergne	27,6	72,4	1 123
Languedoc-Roussillon	24,8	75,2	2 690
Provence - Alpes - Côte d'Azur	6,8	93,2	4 877
Corse	35,8	64,2	28
France métropolitaine	25,4	74,6	64 964
Rappel : ensemble du parc	12,0	88,0	

Source : Enquête "Parc locatif au 1er janvier 1997" METL/DAEI/SES



CONSTRUCTION



QUELQUES PRÉCISIONS TECHNIQUES

Définition des termes utilisés dans l'enquête

Année de fin de construction : année où la construction du programme est déclarée achevée.

Année de mise en location : il s'agit de la première mise en service d'un programme ou d'une tranche de logements ou, s'il s'agit d'une acquisition, de la date d'entrée dans le parc HLM.

Financement initial : il s'agit du financement déclaré lors de l'entrée du programme dans le parc HLM.

Mobilité : la mobilité est mesurée par le nombre des emménagements autres que ceux liés à une première mise en location.

Le taux de mobilité est la part des logements, en service depuis au moins un an, qui ont fait l'objet d'un emménagement au cours de l'année considérée.

$$\text{Taux de mobilité} = \frac{\text{emménagements sur le parc en service depuis un an au moins}}{\text{parc en service depuis un an au moins}}$$

Vacance : on appelle logement vacant un logement pour lequel il n'existe pas de contrat de location en cours de validité ou prenant effet au 1er janvier de l'année de l'enquête.

$$\text{Taux de vacance} = \frac{\text{nombre de logements vacants sur parc en service depuis un an au moins}}{\text{parc en service depuis un an au moins}}$$

Signes conventionnels

- nul // sans objet .. non disponible

Pour en savoir plus :

Bruno CROS
Tél : 01 40 81 28 71

MINISTÈRE
DE L'ÉQUIPEMENT,
DES TRANSPORTS
ET DU LOGEMENT
Tour Pascal B
92055 La Défense
Cedex

DAEI

SERVICE ÉCONOMIQUE
ET STATISTIQUE
01 40 81 13 96

DIRECTEUR
DE
PUBLICATION

Yves ROBIN

PRIX : 40 F

ISSN :

1277-4553